

Projet GOCO₂

Concertation préalable

Marché de Saint-Nazaire,
Compte-rendu synthétique

Samedi 22 novembre, de 9h à 12h, Place du commerce

Représentants de la maîtrise d'ouvrage

- **Laurent MUZART**, Responsable développement projet GOCO₂, NaTran
- **Romain VERLES**, Délégué territorial adjoint, NaTran
- **Joachim LABAUGE**, Directeur développement CO₂, Elengy

Garants désignés par la Commission nationale du débat public (CNDP)

- **Marc NAVEZ**



Contexte et objectifs de la rencontre

Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la concertation préalable du projet GOCO₂. L'objectif était d'informer, d'échanger et de répondre aux questions des participants, tout en recueillant leurs attentes et leurs retours sur le projet.

Cette rencontre a également été l'occasion d'annoncer les rencontres à venir sur le territoire, notamment :

- le webinaire sur « Les enjeux du stockage de CO₂ », prévue le jeudi 27 novembre [en ligne](#),
- la réunion publique « Terminal CO₂ », prévue le jeudi 4 décembre à Montoir-de-Bretagne.

Plusieurs documents de la concertation ont été distribués au cours de la rencontre.



Teneur générale des échanges

La rencontre a rassemblé une vingtaine de participants, dont des citoyens engagés et des personnes déjà sensibilisées aux enjeux de la décarbonation. Contrairement à d'autres rencontres, les participants témoignaient le plus souvent d'une certaine culture technique ainsi que d'un bon niveau de connaissance du projet et des procédés industriels, ce qui a permis des échanges techniques plus approfondis.

Les maîtres d'ouvrage présents ont pu répondre à la majorité des questions, tout en rappelant systématiquement la possibilité de consulter les ressources en ligne et de déposer des avis ou questions sur le site de la concertation.

Perception du projet et attentes exprimées

Un projet perçu comme un levier économique et industriel :

Plusieurs participants, dont un élu d'une commune en Anjou et un travailleur de la raffinerie, ont souligné l'intérêt du projet pour pérenniser les activités industrielles du Grand Ouest et répondre aux besoins futurs en énergie décarbonée. Un ancien ingénieur électricien a également exprimé son soutien, en citant l'exemple du stockage géologique du CO₂ en mer du Nord. « Ce type de projet est bien pour l'économie du Grand Ouest, surtout si cela permet de maintenir les emplois industriels. » « On est plus dans l'économie de moyens, mais dans le stockage et la gestion du CO₂. C'est une bonne chose pour les industries du ciment et de la chaux. »

Des interrogations sur la nécessité et la durabilité :

Certains participants se sont questionnés sur la pérennité de la séquestration du carbone (" la séquestration du carbone sera-t-elle éternelle à l'échelle humaine ?") ainsi que sur la possibilité de réduire la production de ciment à long terme.

« N'y a-t-il pas d'autres solutions pour séquestrer le carbone ? ». « Quand bien même la consommation de ciment baisse, nous en aurons toujours besoin. »

Une demande de transparence sur les coûts et les financements :

Les questions sur le coût du projet, son mode de financement et la compétitivité des cimentiers français face à leurs concurrents étrangers ont été récurrentes. « Qui paye le projet ? Les cimentiers ne vont-ils pas se retrouver en porte-à-faux économiquement ? »

Principales thématiques abordées

Finalité du projet, sobriété et alternatives :

Les participants ont reconnu la nécessité de décarboner, tout en interrogeant les alternatives possibles (réduction de la production de ciment, solutions technologiques complémentaires). « Il faut décarboner, mais n'y a-t-il pas d'autres solutions ? » ; « On peut être pour ou contre le projet, mais on aura toujours besoin de ciment. »

Des questions ont été posées sur l'articulation entre GOCO₂ et d'autres initiatives locales (Take Kair, Green Coast), ainsi que sur les avancées de Lafarge en matière de décarbonation dans ses autres usines.

Transport par canalisations :

Les participants se sont interrogés sur la nature des canalisations (uniquement du CO₂ ?), leur diamètre, leur parallélisme avec le réseau gazier existant, et les

impacts sur les territoires traversés. « Y aura-t-il un parallélisme avec le réseau de gaz existant ? » ; « Le projet est-il classé Seveso ? ».

Stockage en mer du Nord :

L'expérience norvégienne a été citée comme référence, avec des questions sur la fiabilité à long terme et les retombées locales. « Le stockage géologique en mer du Nord est une bonne chose, mais est-ce applicable près de chez nous ? »

Gestion des émissions incompressibles :

Les participants ont reconnu l'intérêt du projet pour gérer les émissions des industries du ciment et de la chaux, tout en soulignant la nécessité de solutions complémentaires.

Financements et retombées économiques :

Les questions ont porté également sur le montant des investissements, la répartition des coûts (public/privé) et les retombées économiques locales. « Est-ce que les cimentiers français ne vont pas être désavantagés face à la concurrence étrangère ? ».

Electrification et énergie décarbonée

Un participant a insisté sur la nécessité de développer des énergies décarbonées pour répondre à la demande future, soulignant que le projet GOCO₂ s'inscrit dans cette dynamique.

En synthèse, la rencontre de Saint-Nazaire a permis aux maîtres d'ouvrages d'aller à la rencontre d'un public particulièrement informé et engagé, marqué par une bonne maîtrise des enjeux industriels et une volonté d'approfondir les aspects techniques du projet GOCO₂. Les échanges ont mis en lumière des attentes fortes : une transparence renforcée sur les coûts, les financements et les impacts, une pédagogie adaptée pour éclairer les alternatives et la durabilité des solutions proposées, ainsi qu'un dialogue continu pour répondre aux questions de compétitivité et d'articulation avec d'autres initiatives locales. Si le projet est globalement perçu comme vertueux et nécessaire pour la transition industrielle du territoire, les participants ont rappelé l'importance d'un cadre rigoureux, garantissant son équilibre économique, environnemental et social. Ces retours soulignent l'opportunité de poursuivre la concertation de manière inclusive et technique, afin de consolider la confiance et l'adhésion autour de GOCO₂.